

MALAUÇÈNE / Des dirigeants qui ne veulent plus partir, des salariés désorientés...

Aux Papeteries, le conflit tourne au jeu de dupes



Jean-Marc Moulin, délégué CGT du personnel, annonce les derniers rebondissements de la journée. Les responsables de la direction refusent de sortir. "Ce n'est plus une séquestration mais un squatt", lance un salarié. / PHOTO VALÉRIE SUAU

Les papeteries de Malaucène vivent les heures les plus sombres de leur histoire. Depuis le 17 avril, date de l'annonce de la fermeture du site, la tension n'a jamais été aussi forte, le dialogue aussi inexistant et le clash aussi imminent. Les négociations entamées mardi et portant sur les volets économique et social ont très rapidement capoté. Les salariés, considérant le peu d'engagement de la direction sur les points présentés par les représentants syndicaux du comité d'entreprise, ont très vite vu rouge. Les syndicalistes ont de facto invité Jean-Yves Klein, directeur financier et Yves

“ Ils vont contrecarrer notre référé avec une séquestration fictive”.

UN SALARIÉ

Mothay, DRH du groupe Europe, Jean-Marc Pavero, directeur du site et son adjoint Rémi Ruffier "à ne pas sortir". Le quatuor a donc passé la nuit dans les bureaux. "Mais ils ne sont pas séquestrés, ils sont libres de sortir", déclarait Jean-Marc Moulin, délégué CGT du CE.

Après une matinée tendue, Michel Fievez, directeur général Europe de Schweizer-Mauduit, a rencontré

hier après-midi une délégation syndicale en sous-préfecture de Carpentras. Revenu à Malaucène, Jean-Marc Moulin a fait le point devant l'ensemble des salariés. "Michel Fievez s'est engagé à venir sur le site pour négocier jusqu'à vendredi soir. Mais en contrepartie, les autres membres de la direction doivent sortir sans être inquiétés. Ou on les laisse partir, ou on nous envoie les forces de l'ordre". Il était alors 19h40, la discussion ne faisait que commencer parmi les salariés incités à quitter les lieux par leurs représentants mais pas forcément tous d'accord. D'autant plus que les quatre cadres rete-

nus semblaient ne pas vouloir quitter les lieux... Par peur ou par calcul? Difficile de le dire. "On a un référé béton; ils vont le contrecarrer avec une séquestration fictive", lancera un salarié. Référé que les syndicalistes voulaient déposer aujourd'hui. Mais, hier soir, la situation était au point mort. Les salariés, désorientés, échaudés par de précédents conflits, commençaient peu à peu à quitter le site, avec le sentiment d'avoir été "pris au piège par la manœuvre de la direction". ■

Chantal Malaure
avec M.Q. et N.L.

Réagissez à cet article
www.laprovence.com